

Blancs¹³. Ce qui est encore plus inquiétant, c'est qu'environ le cinquième des Sud-Africains de 16 ans et plus n'ont jamais fréquenté l'école. Nous craignons que toute une génération de jeunes Noirs, coupés des possibilités qui découlent de l'éducation et de la formation, soient incapables d'améliorer leur qualité de vie ou de jouer leur rôle dans la reconstruction de leur société. Les sentiments intenses de frustration qui découlent des innombrables disparités sociales et économiques ne peuvent qu'alimenter la violence, si les attentes demeurent sans réponse. Comme le mentionnait Pierre Beudet du Centre d'information et de documentation sur le Mozambique et l'Afrique australe, «sans être des prophètes de malheur, il y a beaucoup de gens (. . .) qui disent qu'il est un peu minuit moins cinq en Afrique du Sud¹⁴.»

Il existe un impératif moral, dans ce pays : il faut trouver des moyens d'améliorer la qualité de vie des millions de Noirs laissés dans la pauvreté par les politiques racistes du passé. Les graves inégalités qui résultent du système de l'apartheid, et que nous venons de mentionner, nécessiteront, d'après le professeur Gerry Helleiner, «des adaptations structurelles plus profondes, et je n'exagère pas, que tout ce qui pourrait être tenté dans les quelques prochaines années, y compris en Europe de l'Est¹⁵. Par contre, les conséquences de cette grave crise structurelle posent à un futur gouvernement démocratique un ensemble entièrement nouveau de dilemmes politiques.

D'une part, la restructuration économique et la redistribution des ressources entre les Blancs et les Noirs sont, d'après de nombreux analystes, aussi nécessaires sur le plan politique que moral pour que le changement soit durable. D'autre part, nombre de commentateurs soutiennent que toute tentative à grande échelle de redistribuer la richesse entre les Blancs et les Noirs d'Afrique du Sud en un court laps de temps serait autodestructrice, car elle entraînerait le naufrage de l'économie et minerait les fondements de la richesse future. Selon cette école de pensée, le moteur de changement le plus prometteur en Afrique du Sud et dans toute la région sera la croissance économique de la République, mais nombre d'analystes, et les représentants de l'ANC eux-mêmes, mettent en doute cette hypothèse.

L'ANC reconnaît toutefois que la croissance économique est absolument essentielle pour conserver à l'Afrique du Sud un avenir prometteur. L'organisme révisé sa politique antérieure, celle de la nationalisation, à la lumière de l'écroulement des économies centralisées d'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique. Nelson Mandela affirme désormais que l'ANC n'est pas idéologiquement fixé sur cette orientation. «Dans les meilleures conditions, dit-il, nous envisageons une économie mixte, dans laquelle l'intervention de l'État ne serait pas plus grande qu'en Italie, en France ou en Allemagne¹⁶.»

Cependant, l'ANC reste de toute évidence très inquiet de la distribution profondément inégale de la richesse dans un pays qu'il pourrait bientôt gouverner. Ce qui dérange particulièrement le parti, c'est que 87 p. 100 des terres et 90 p. 100 de la totalité de la propriété industrielle se trouvent entre les mains des Blancs. Ajoutons à cela le phénomène

¹³ *Ibid.*

¹⁴ *Procès-verbaux et témoignages*, fascicule 17:11.

¹⁵ *Ibid.*, fascicule 6:29.

¹⁶ Nelson Mandela, «South Africa: White-only referendum a big mistake», *Montreal Gazette*, le 27 février 1992.